

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Et si on déboulonnait les statues de Lausanne? Si on faisait disparaître la statue du major Davel de la place du Château? ou celle d'Alexandre Vinet de Montbenon? Si on mettait au rebut la statue équestre du général Guisan qui orne les abords du quai d'Ouchy?

Pourquoi conserver ces symboles du refus de l'ordre établi ou du bellicisme le plus condamnable?

Imaginons que quelques édiles, partisans de la formule «du passé faisons table rase», se mettent en tête d'«assainir l'histoire» en supprimant ces monuments chers à quelques nostalgiques – d'extrême droite évidemment – d'époques révolues et obscurantistes. Imaginons que lesdits nostalgiques se mettent en tête de manifester pour protester contre ce qu'ils considèrent comme une entreprise iconoclaste et qu'ils se heurtent à des «antifas» plus ou moins cagoulés décidés à en découdre. Imaginons enfin que la situation dégénère en affrontement et qu'une «bavure» aux conséquences tragiques provoquée par un «fasciste» dévoyé se produise.

Qui serait responsable? L'auteur de l'acte, évidemment; mais aussi les provocateurs venus empêcher des gens qu'ils n'aiment pas, des gens qui ne pensent pas comme eux, de faire connaître dans la rue leur indignation. En résumé, il y aurait des deux côtés des torts, des voyous et des gens très bien.

Pour avoir énoncé cet avis de bon sens à la suite des événements de Charlottesville – qui trouvent leur origine dans une protestation contre le déboulonnage d'une statue du général sudiste Robert Lee –, le président Donald Trump a subi le feu de la critique de tout ce que la planète compte de donneurs de leçons, y compris dans les rangs de ses «amis». Depuis lors, il louvoie entre les déclarations lénifiantes sur son antipathie pour les racistes et extrémistes de toutes sortes et le maintien de son point de vue initial, qui, semble-t-il, n'a pas varié. Laissons-le à ses jongleries et parlons manifestations.

De deux choses l'une: ou bien manifester est un droit imprescriptible de la personne humaine, auquel cas toute manifestation devrait être licite, à condition qu'il n'y ait pas de débordements; ou bien il y a de «bonnes» manifestations et des «mauvaises», et les secondes devraient être empêchées non par des contre-manifestants, mais par une autorité reconnue, sur la base de critères définis.

Or, que se passe-t-il? Lorsqu'une manifestation est organisée par des non-conformistes – des fascistes nationalistes nazistoïdes donc –, elle est immédiatement menacée d'une contre-manifestation «antifa» – au service du «bien», de la défense de la veuve et de l'orphelin, bien entendu –, ce qui place les autorités et la police dans

une situation des plus inconfortables: ne se trouvent-elles pas dans la pénible obligation de surveiller à la fois les «méchants», pas forcément violents, du moins au départ, et les «gentils», auxquels se mêlent trop souvent des casseurs et des provocateurs?

On ne peut guère s'étonner, dans ces conditions, que fleurissent, pour les «extrémistes de droite», les interdictions de manifester ou d'organiser des réunions, voire des concerts, en raison d'un «risque de trouble à l'ordre public». Ce qui est surprenant, c'est qu'on oublie en général d'insister sur le fait que le risque de trouble ne provient pas plus de la manifestation proprement dite que de ceux qui veulent la bloquer, au nom de quelque grand principe, cela va de soi.

Je n'aime pas les manifestations de rue. Je ne crois pas à leur efficacité. Je n'ai pas non plus de sympathie particulière pour les rassemblements politiques et les concerts «néo-nazis». Mais je déteste encore plus l'état d'esprit de mes contemporains et leur manichéisme aveugle, qui les empêchent de renvoyer dos à dos les auteurs de troubles, comme l'a fait si justement l'abominable homme de Washington.

Mariette Paschoud

Nous avons peur!

Après les attentats survenus cet été en Espagne, comme après tous les autres qui ont endeuillé la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suède et la Finlande, des politiciens et une partie de la population sont descendus dans les rues en affirmant: «Nous n'avons pas peur!»

En réalité, tout le monde crève de trouille.

Les gens déclarent qu'ils n'ont pas peur, afin de conjurer leur peur de mourir dans un prochain attentat; c'est assez naturel. Mais surtout, ils le font parce qu'ils ont peur qu'on les accuse d'avoir peur, ou qu'on leur reproche de ne pas avoir déclaré qu'ils n'avaient pas peur. Ils ont peur de ne pas être des citoyens exemplaires, de ne pas correspondre au modèle social dominant. Ils ont carrément peur qu'on leur reproche un comportement inadéquat, un faux pas, un *dérapage*. Ils ont peur qu'un journaliste, ou peut-être un de leurs voisins, ou n'importe quel autre citoyen lambda improvisé redresseur de torts – mû lui aussi par la peur de ne pas en faire assez – les dénonce publiquement en les accusant de déviationnisme.

En d'autres termes, ce n'est pas de l'Etat islamique qu'ils ont peur, mais de leur propre société et de leurs propres compatriotes. Ils n'ont pas peur des *autres*, mais d'*eux-mêmes*.

C'est aussi vrai chez les personnalités publiques, les politiciens, les fonctionnaires, les juges, les journalistes. Ceux d'entre eux qui refusent de désigner l'ennemi ou qui pactisent avec lui, ceux qui dissimulent les informations dérangeantes, ceux qui excusent les criminels ou les relâchent dans la nature ne sont pas tous des idéologues gauchistes animés d'un désir conscient de pervertir la société. En réalité, la motivation première de la plupart de ces gens, comme dans tout régime totalitaire, c'est la peur. Peur du régime, peur du système, peur de ses semblables.

Dire: «Nous n'avons pas peur!», c'est un peu comme dire: «Nous ne céderons pas!» On sait qu'on a peur et qu'on va céder, mais on n'ose pas l'avouer et on préfère affirmer le contraire pour se donner de la contenance.

Pollux

Islam: un choix nécessaire

Aussi longtemps qu'on tiendra l'islam pour une religion «comme les autres», les questions liées à la burqa ou au burkini, au djihadisme musulman, à la dénonciation d'imams «haineux» ou au subventionnement par le contribuable d'un enseignement universitaire destiné aux futurs imams ne trouveront aucune solution satisfaisante.

Si l'islam était une religion «comme les autres», soit un ensemble de doctrines et de pratiques qui constitue le rapport de l'individu avec la puissance divine, si ses adeptes vivaient leur foi discrètement, même en affichant publiquement leur appartenance à une communauté déterminée, par exemple en portant une kippa ou un bijou en forme de croix, s'ils priaient dans des lieux privés (églises, temples, synagogues ou mosquées), s'ils avaient renoncé à tout prosélytisme, comme les chrétiens ont oublié les prescriptions du Christ ordonnant à ses disciples d'aller *enseigner toutes les nations*¹, alors on pourrait, dans un pays de tradition et de culture chrétienne, tolérer les musulmans comme on tolère les juifs, les Témoins de Jéhova ou les scientologues, même si on ne les aime pas.

La Constitution fédérale² garantit la liberté de conscience et de croyance et interdit même toute discrimination fondée sur les convictions religieuses³.

Si donc l'islam n'était qu'une religion «comme les autres», je plaiderais pour la liberté de tenue vestimentaire, notamment pour les femmes qui souhaitent porter le niqab, la burqa ou le burkini, par choix personnel ou pour plaire à leur mari; pour la liberté de choisir dans les cantines scolaires un menu kasher ou halal; et même pour la réservation dans les piscines publiques de quelques heures réservées aux femmes musulmanes, comme on réserve des heures à l'entraînement des sportifs de compétition ou des classes de telle ou telle école.

Comme commandant de compagnie, je préaviserais favorablement la demande d'un soldat musulman de déplacer son cours avant ou après le Ramadan, période difficilement compatible avec l'entraînement militaire, comme j'ai admis que des soldats israéliens de ma compagnie partent en congé le vendredi soir pour respecter strictement le shabbat.

Si j'étais juge, j'admettrais avec réserves les plaintes dirigées contre les propos prétendument «haineux» proférés par un imam. Aujourd'hui, sous l'empire du «politiquement correct», toute critique, toute réserve à l'égard de l'Autre est dénoncée comme une manifestation de haine.

Dans ce domaine, la France fait très fort: un décret a été publié au *Journal officiel* le 3 août dernier, signé par Edouard Philippe, premier ministre, et par Nicole Belloubet, garde des Sceaux. Ce décret renforce la répression des propos tenus dans des lieux *non publics* (sic) et qui pourraient être assimilés à des injures à caractère raciste, sexiste, homophobe ou *handiphobe* (resic), au cas où elles seraient commises en raison de l'identité de genre de la victime, afin de mieux lutter contre la *transphobie* (re-resic). [Ce texte] substitue à la notion de race, qui n'est pas applicable aux êtres humains, celle de «prétendue race», proclame le décret.

Les propos de l'imam n'étaient probablement pas plus haineux que les propos de bistrot d'un raciste ordinaire sur les nègres ou les bougnouls. Ce qui a surtout déplu, c'est qu'il avait touché des sommes importantes des services sociaux et qu'il se rendait fréquemment en vacances en Libye, pays qu'il avait fui en prétendant que sa vie ou sa sécurité était menacée, raison de sa requête d'asile.

Si l'islam n'était qu'une religion, je serais donc disposé à conférer à ses prêtres le droit de prêcher la conversion des infidèles, à leurs femmes de se masquer entièrement dans l'espace public, à leurs enfants de refuser à la cantine les endives au jambon et de réclamer une autre nourriture.

Le **hic**, c'est que l'islam n'est nullement une religion «comme les autres». Comme son nom l'indique, c'est une *soumission*, une *résignation* à la volonté de Dieu. C'est donc un ensemble de préceptes obligatoires, parce que révélés par Mahomet, dans les domaines du droit civil, de l'organisation de l'Etat, des relations humaines... et aussi, bien entendu, de la religion. On nous dit que l'islam est une religion d'amour et de paix. Ce sera sans doute le cas lorsque les musulmans auront soumis tous les Etats et tous les peuples. Il y aura alors les convertis à l'islam et les dhimmis. Les récalcitrants seront morts.

Car l'islam est conquérant et viril. Son enseignement est rigoureusement et radicalement incompatible avec nos démocraties occidentales. Notre législation est très différente de la charia et il n'est pas possible de respecter l'une **et** l'autre.

Dès lors, pour éviter de cruels conflits de fidélité chez les musulmans admis en Suisse, à quelque titre que ce soit, on devrait les mettre en demeure d'opter soit pour le respect de la Constitution et de la législation suisses, et donc de renoncer publiquement à l'islam, soit de rester fidèles à leur «religion» et de renoncer à leur séjour en Suisse, même s'ils ont pu en acquérir la nationalité.

Ce serait une clarification bien plus nécessaire que de savoir si un conseiller fédéral peut être Suisse et Français, ou Suisse et Italien.

Claude Paschoud

¹ Matthieu 28:19

² RS 101, art. 15 et 16

³ Ibid art. 8 al. 2

Idiots utiles

Un auteur a écrit qu'on ne rendait guère service à la plupart des gens en faisant trop de cas d'eux. C'est incontestablement vrai pour ces personnes que l'Évangile qualifie d'insensées, les athées! En effet, ne pas croire en Dieu n'est pas d'abord une erreur contre la foi, mais bien contre la raison. Et l'on ferait bien de s'en souvenir quand la presse fait état de croix sciées sur nos montagnes ou de crucifix décrochés de nos chambres d'hôpitaux par des incroyants militants. Ces derniers ont leurs approbateurs. Peu importe. Ces approbateurs n'ajoutent pas une once de raison à leurs motivations.

Mais ces actes de malveillance publique ou privée ne viennent pas par hasard en Occident. L'agnosticisme public de nos sociétés les encourage. Quand on décide – arbitrairement cela va de soi – que toute croyance est respectable dès qu'il s'agit de religion, faut-il s'attendre à autre chose qu'à un progrès du mépris envers toute religion? Déjà au IV^e siècle, saint Jean Chrysostome écrivait ceci dans sa première lettre sur les juifs: «Si le judaïsme est vénérable et saint, le christianisme est faux; si le christianisme est vrai, comme il l'est en effet, le judaïsme n'est qu'une indigne supercherie.» On ne peut estimer le pluralisme religieux, surtout chez les monothéistes, qui tous se réclament d'une révélation divine à l'origine de leur religion, qu'à la condition, systématiquement passée sous silence, de mépriser la révélation divine elle-même et, en fin de compte, Dieu en personne, car un Dieu qui se rendrait coupable de contradictions dans ses révélations successives ne serait pas Dieu, mais bien le diable!

Les athées abusent de la situation actuelle en Occident, car ils saisissent parfaitement la faiblesse de toute croyance religieuse tolérant contre elle-même d'autres croyances et acceptant qu'elles soient toutes soumises à un même statut juridique dans la société civile.

L'argument que l'on oppose à ces considérations, nous le connaissons: les guerres de religions et les persécutions de dissidences religieuses. Il faut, certes, rester serein et admettre un principe de base essentiel et absolument universel en matière de croyance religieuse: la libre adhésion est ce principe absolu et universel. Dieu ne peut être honoré par l'homme que si ce dernier est libre de le faire.

Cela dit et dûment rappelé, l'autorité sociale et le sérieux d'une croyance religieuse peuvent parfaitement être analysés scientifiquement, ses incohérences dénoncées et les attaques contre elle objectivement infondées justement réprimées. Il n'y a là aucun arbitraire, aucun sectarisme. En effet, la croyance religieuse ne saurait avoir sans injure le statut d'opinion. Celle-ci, en effet, peut être arbitraire, fantaisiste ou même délirante, ce qui ne saurait être le cas d'une croyance religieuse.

Je m'en tiendrai, dans ce propos, à ces principes généraux. Une religion est incontestablement fautive si l'on peut démontrer des contradictions ou des aberrations dans ses écrits fondateurs. Nous y reviendrons à propos des actes de terrorisme que subit l'Occident en rapport avec l'islam.

Une religion qui prétend à la véracité, même exclusive, n'esquive aucune critique, mais triomphe de toute objection raisonnable et rationnelle. Il y va de la respectabilité de l'homme dans ce qui constitue le fondement de sa conscience droite.

Michel de Preux

Terrorisme et beaux discours

Une fois encore, l'Europe a été touchée dans sa chair par une attaque terroriste. La cité de Barcelone a été la cible des djihadistes, qui ont écrasé des passants innocents sur la Rambla, l'artère touristique de la ville par excellence. Les réactions ne se sont pas fait attendre: appels à la solidarité, livres de condoléances, manifestations pour la paix et la tolérance, et j'en passe... Rien n'a manqué au défilé des bonnes intentions. Les communautés musulmanes se sont fendues de communiqués désolés où l'on peine à distinguer les manifestations de solidarité des condamnations de principe. Ce qui est clair, c'est qu'elles n'ont rien à y voir et n'ont rien vu venir.

Bien. Voyons un peu où nous en sommes: notre civilisation est en décadence. Notre héritage chrétien ne nous intéresse globalement pas et nos églises sont vides. Notre taux de fécondité est misérable et nous ne sommes pas aptes à renouveler notre population. Nous sommes principalement préoccupés par nos loisirs, nos vacances et la sortie du prochain i-Prout. Notre système économique encourage l'immigration de masse et la croissance à tout prix. Nous sommes donc condamnés à être envahis par les populations africaines à majorité musulmane.

Un premier message à adresser aux combattants de la guerre sainte serait: «Eh les gars! Il n'est pas nécessaire de venir vous faire sauter en Europe. La politique d'immigration concoctée par l'alliance de la gauche et de l'ultralibéralisme, et le taux de fécondité de vos femmes vous assurent une majorité de la population dans les cinquante ans. Laissez donc faire le temps.»

En imaginant, ce dont je doute, qu'il soit encore temps d'agir pour endiguer l'invasion de l'islam en Europe, quelles seraient les mesures nécessaires à prendre immédiatement?

En premier lieu, il faudrait que nos autorités admettent que l'islam est incompatible avec nos valeurs chrétiennes. Le prophète Mahomet est un chef de guerre qui soumet et convertit les populations par la force. Cette particularité est spécifique à l'islam. Elle se reflète dans les textes sacrés que sont le Coran et la Sunna, et sert de base idéologique aux djihadistes. Il y a évidemment des milliers de musulmans qui ne suivent pas cette interprétation au premier degré des écritures, mais comment faire le tri? La cellule terroriste catalane était composée de jeunes gens sans problèmes, dont les parents prétendent ne s'être pas doutés une seconde de ce qui se tramait. Que faire donc?

A première vue, la solution semble être aussi simple que radicale: dans la mesure où tous les terroristes sont musulmans, le principe de prudence nous invite à renvoyer dans leurs pénates tous les musulmans dont on peut connaître une origine hors de nos

frontières, à raser les mosquées et à interdire l'islam sous toutes ses formes. Il y aurait évidemment toujours des foyers de résistance, mais le contrôle devrait être tout de même plus simple.

Soyons réalistes: notre système politique démocratique ne pourrait jamais faire une chose pareille. Nous sommes donc condamnés à agir avec les moyens du bord.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir accès à certaines données comme, par exemple, les statistiques sur les réseaux djihadistes démantelés jusqu'à présent et les sources d'information qui ont permis ces démantèlements. J'aimerais savoir dans quelle mesure les milieux musulmans dits modérés ont contribué à l'arrestation des terroristes. Car, s'il fallait distribuer les responsabilités, je commencerais par demander des comptes aux fidèles qui devraient se charger de contrôler ce qui se passe dans les mosquées auxquelles nous n'avons pas accès, et aux parents qui sont censés gérer leurs enfants et leurs fréquentations. On constate que la radicalisation peut surgir de partout: internet, un copain, un iman, n'importe qui finalement. On est donc en droit d'attendre des milieux musulmans modérés et assoiffés de paix qu'ils fassent plus que se lamenter une fois que le mal est fait.

Et puis finalement, si vraiment l'Etat islamique veut la guerre sainte, il reste la possibilité d'aller lui casser la g... chez lui, sans se préoccuper des gisements de pétrole et des gazoducs. Il paraît qu'il faudrait un gros quart d'heure à l'alliance des forces du bien pour en venir à bout. On se demande ce qu'elle attend.

Michel Paschoud

Il n'y a pas de femmes de petite vertu, seulement des femmes libérées

Nos ancêtres n'étaient pas des anges à la sexualité réfrénée, ne pratiquant cette activité que pour la reproduction. C'en est fini de cette hypocrisie: aujourd'hui, le sexe se pratique au grand jour, sinon littéralement sur la place publique. Tout a été sexualisé! La publicité, la télévision, la littérature. Le sexe est au centre de nos intérêts.

Malheureusement, certains arriérés ne l'entendent pas de cette oreille! Il faudrait se réfréner et laisser les détails dans la chambre à coucher. Quelle idée! On fait plus de progrès en partageant les expériences, voire les partenaires! Et ne sont-ce pas des tartuffes qui jugeront sévèrement le malheureux politicien qui aura eu l'audace de faire une erreur, d'avoir une aventure? Où disparaît leur fameux pardon chrétien?

La construction sociale dans laquelle nous vivons est l'œuvre d'un patriarcat qui n'a de bienveillant que le nom. De quel droit veut-on obliger une femme à se couvrir dans la rue, alors qu'on veut lui refuser la burqa? Pourquoi devrait-elle se montrer plus pudique que les affiches publicitaires? Pourquoi ne pas lui laisser le choix? Les temps ont changé, mais ces vieux réactionnaires s'accrochent à leurs idées toutes faites de pudeur, de bienséance et de femme-objet. Ils enferment la femme dans un rôle de sou-

mission sexuelle, tout en lui interdisant de pratiquer, de choisir son partenaire. Nous arrivons à un paradoxe: pour se libérer, le sexe est un moteur important, mais les fachos en profitent pour abaisser encore plus la femme! En affirmant son indépendance, celle-ci devient une marie-couche-toi-là prisonnière de ses pulsions, il faudrait l'éduquer!

Ce sont sûrement des propos que pourraient tenir des féministes actuelles. Pour certaines, la femme doit être libre de son corps – c'est normal – mais aussi des conséquences – c'est discutable.

On peut construire et déconstruire à volonté la société mais les individus seront toujours jugés sur leurs actes connus. L'intelligence a pour première fonction de juger et elle ne s'exerce que sur les informations obtenues.

Une femme qui a beaucoup de partenaires sexuels est jugée facile. On pourrait raisonnablement estimer qu'un homme devrait aussi faire preuve de retenue. Toutefois, même les féministes peuvent être timides et celles-là contribuent à enfermer l'homme dans le rôle du séducteur. C'est à lui de faire le premier pas, de faire l'effort de séduction. Il a réussi là où la femme est souvent restée passive. Il n'y a donc pas d'égalité dans le processus qui mène à la chambre à coucher; pourquoi les conséquences seraient-elles exactement les mêmes?

Au final, même s'il faudrait aussi condamner la concupiscence des mâles, il n'y a aucune raison de laisser des comportements frivoles et décadents à l'abri de la critique s'ils sont le fait d'une femme, quand bien même on la traitait autrefois plus sévèrement que nécessaire. On ne peut pas exhorter à la morale en tolérant toutes les déviances sous prétexte de libertés individuelles. Les gauchistes l'ont très bien compris: celui qui fait une économie d'impôt se ferait huer pour peu que son identité soit révélée, le plus petit soupçon d'homophobie serait condamnable pénalement si les vils réactionnaires ne bloquaient pas le processus législatif...

Toute communauté tend vers une certaine uniformisation des mœurs pour que celles-ci soient acceptées et acceptables par l'ensemble. La société ferait preuve de plus d'intelligence en tendant vers la tempérance plutôt que vers le libertinage général.

Alcibiade

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Les politiciens, qui se gargarisent à tout moment du mot *Démocratie* tout en trouvant le peuple bien encombrant, ne méritent pas pour autant qu'on intente à leurs jours.» Dites: «Les politiciens, qui se gargarisent à tout moment du mot *Démocratie* tout en trouvant le peuple bien encombrant, ne méritent pas pour autant qu'on attente à leurs jours.»

Mais il est vrai que le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy, qui prend des mesures drastiques pour empêcher le référendum sur l'indépendance de la Cata-

logne tout en se répandant en discours ultra-démocrates, suscite chez certains l'envie – aussitôt réfrénée, bien sûr – de lui tordre le cou.

Le pinailleur

Théologie aux pieds palmés

Le Canard enchaîné trouverait le pape François plutôt sympathique si celui-ci ne s'obstinait pas à considérer l'avortement comme un péché grave, à s'accrocher au célibat des religieux, à prétendre que le mariage est l'affaire d'un homme et d'une femme et, pire encore, s'il n'avait pas, dans sa jeunesse, appartenu à un mouvement péroniste. Heureusement, ces tares sont dans une certaine mesure compensées par le fait que le chef de l'Eglise catholique se montre d'une grande bienveillance envers les migrants – Jésus lui-même n'a-t-il pas été réfugié? –, est favorable au mélange des peuples, prône le dialogue avec l'islam, désapprouve les catholiques traditionalistes et va jusqu'à prétendre que «les communistes, ce sont les chrétiens. C'est les autres qui nous ont volé notre bannière!»¹

Il sera donc beaucoup pardonné au pape François, dont on peut d'ailleurs espérer qu'il se repentira avec le temps des quelques errements mentionnés plus haut.

Quant à la question, somme toute accessoire, de savoir si le pape est de gauche, *Le Canard* l'illustre par une comparaison: «Vient un horrible doute: et si Jésus, ce va-nu-pieds anticapitaliste révolté par les marchands du Temple, cet égalitariste dénonçant la bourgeoisie pharisienne, était de gauche?»

Bien sûr, il faut faire la part de l'ironie, légère comme une ballerine brandissant une enclume, dont *Le Canard* nous abreuve à longueur de pages. Tout de même, à l'intention du lecteur peu sensible à cet humour glacé et sophistiqué, on rappellera que Jésus n'était pas un va-nu-pieds, puisque son père terrestre était charpentier; qu'il s'est fâché contre les marchands du Temple non pas parce qu'ils étaient capitalistes, mais parce qu'ils exerçaient leur activité dans un lieu sacré; qu'il s'en prenait aux pharisiens non pas en raison de leur statut social, mais de leur hypocrisie.

Et *Le Canard*, je veux le croire, le sait pertinemment.

M.P.

¹ *Le Canard enchaîné* (6 septembre 2017) s'appuyant sur des extraits du livre *Politique et société* (éd. de l'Observatoire) de Dominique Wolton, extraits eux-mêmes tirés du *Figaro Magazine* du 1^{er} septembre 2017.

Le paradoxe du musée

Bonus mis en ligne le 24 juin

Les héritiers de Charles-Ferdinand Ramuz ont réussi à convaincre la commune de Pully d'accorder un crédit de 1,18 million pour la création d'un musée de 100 m² au rez-de-chaussée de «La Muette», propriété de l'écrivain jusqu'à sa mort.

Un musée, si j'en crois mon Littré, est un lieu destiné soit à l'étude, soit à rassembler les monuments des beaux-arts et des sciences, les objets antiques, etc.

Que va-t-on présenter dans le bureau de Ramuz?

Qui va s'extasier devant la plume et l'encrier de Ramuz, sa gomme ou son buvard? Quel crétin pourrait s'imaginer qu'en respirant l'air de la propriété ou en s'asseyant au bureau de Ramuz – ce qui sera probablement interdit, d'ailleurs – il pourrait être visité par l'aile de l'inspiration ou qu'il pourrait pénétrer profondément dans les pensées secrètes de l'écrivain?

Les autorités cantonales, sollicitées elles aussi, ont sagement refusé d'entrer en matière. L'organe délibérant de Pully, constitué de braves gens dont la majorité n'a jamais lu une ligne de Ramuz, a voté le crédit, qui ne va servir ni la gloire de l'écrivain, ni la pérennité de son œuvre.

Il eût été plus intelligent de prévoir un crédit de 1,18 million pour offrir à tous les jeunes Pulliérans de dix-huit ans et à tous les citoyens fraîchement naturalisés un roman de Ramuz.

Claude Paschoud

Prévoyance 2020

Bonus mis en ligne le 15 septembre

La *Raison* est grande et le PLR est son prophète! Ce parti veut nous sauver des gauchistes. En effet, la *Prévoyance 2020* serait une catastrophe: une réforme pourrait aboutir. Je ne savais pas ce parti aussi conservateur...

Depuis de longues années, l'AVS est déficitaire et le projet actuel présente des défauts, notamment l'augmentation de septante francs pour tous les nouveaux retraités. Cela peut pousser à voter non, c'est défendable. Ce qui l'est moins, c'est la promesse que les libéraux-radicaux ont un plan B et que voter non c'est déjà soutenir le meilleur projet, leur projet. L'hypocrisie est patente: si leur plan B était si bon, pourquoi n'aurait-il pas déjà abouti? Pourquoi risquer le ridicule public s'ils échouent? Ou bien, ont-ils déjà prévu comment pleurnicher et accuser les socialistes?

Je ne cesse de m'étonner que ce parti, qui prétend à l'honnêteté intellectuelle, au débat de la raison plutôt que des passions, fasse tout ce qu'il reproche à l'UDC. Si cette der-

nière divise la société en voulant interdire la burqa, en quoi le PLR agit-il différemment quand il monte les jeunes contre les vieux? Comment peut-il reprocher à l'UDC des raccourcis faciles et des slogans simplistes quand lui-même s'égosille à prétendre que la réforme se fera sur le dos des femmes? Qui peut croire que l'égalité est un désavantage? Et que dire de l'honnêteté de celui qui traduit cette affirmation par: «L'argent économisé en repoussant l'âge de la retraite des femmes sera englouti par l'augmentation de septante francs?»

Pour résumer l'attitude du PLR: il joue sur la peur, l'égoïsme, la division intergénérationnelle et le martèlement incessant de fragments de vérité mal assemblés. Vous avez dit populisme?

Je voterai oui deux fois. Mieux vaut un projet concret qu'une promesse, mieux vaut un répit, le temps de faire mieux, qu'une catastrophe certaine. De plus, je ne participerai pas avant longtemps à l'élection d'un PLR...

Alcibiade

Bricoles

Générosité

Une association genevoise récolte des vieux vélos et les apporte dans les foyers pour requérants d'asile, à charge pour les «migrants» de réparer les bicyclettes hors d'usage.

C'est gentil, et, à en croire les bienfaiteurs, les bénéficiaires de cette initiative hautement charitable sont enchantés. Quoi de plus merveilleux, en effet, que de récolter le rebut des autochtones et de le remettre en état pour pouvoir s'en servir et acquérir ainsi une autonomie bienvenue? Quel plaisir de rendre service aux généreux donateurs en leur épargnant la pénible nécessité de ne livrer que du matériel immédiatement utilisable!

Pour couronner le tout, l'opération a été baptisée *Missié Vélo*.

Je m'élève avec la dernière énergie contre ce paternalisme condescendant à connotation raciste, qui rappelle les heures les plus sombres de la colonisation.

Assainissement

Il semble que l'ONU ait besoin d'être réformée. Des grincheux trouvent qu'elle souffre de lourdeurs administratives trop onéreuses.

Quelle surprise! Mais aussi, quelle indulgence!

L'ONU ne souffre pas que de lourdeurs administratives. Elle est d'une remarquable inefficacité dans l'accomplissement de sa mission principale, qui est, dit-on, le maintien et le rétablissement de la paix partout où menacent et éclatent des conflits. Tous ses organes sont des fromages infestés de parasites, plus coûteux et inutiles les uns que les autres, qui se répandent en discours fumeux et prétendent régenter les comporte-

ments de la terre entière dans à peu près tous les domaines; qui se permettent de donner des conseils, voire des ordres, à des pays parfaitement aptes à se gouverner seuls.

Il paraît que son budget d'opérations de paix est de 7,3 milliards de dollars et son budget de fonctionnement de 5,4 milliards de dollars, soit un total de 12,7 milliards de dollars. On peine à croire que ce pactole ne pourrait pas être dépensé plus intelligemment ailleurs.

Il ne faut pas **réformer** l'ONU. Il faut la **nettoyer**... par le vide!

Un provisoire qui dure

Un couple de malheureux Somaliens a été admis dans le canton de Vaud à titre «provisoire» (permis F) en 1997, sa demande d'asile ayant été rejetée. Ces braves gens, aujourd'hui âgés de soixante-huit et cinquante-deux ans, se sont révélés incapables d'apprendre le français et vivent de l'aide sociale depuis vingt ans. Sans doute par reconnaissance et souci de participer à la lutte contre la dénatalité qui frappe notre beau pays, ils ont conçu, en plus des trois enfants qu'ils avaient amenés avec eux, trois autres bouches à nourrir... par nos soins.

Arguant du fait que leurs enfants ont obtenu la nationalité suisse, ces bons parents ont, paraît-il, sollicité l'octroi d'une autorisation de séjour (permis B). Le Tribunal cantonal s'est opposé à cette demande d'entérinement d'une situation qui dure depuis deux décennies, au motif que «le couple n'a pas tout mis en œuvre pour prendre part à la vie économique et sociale en Suisse»¹.

En fait, selon toute apparence, le couple n'a rien mis en œuvre du tout. Mais qu'on se rassure sur son sort: si le statut du couple reste provisoire, le provisoire peut durer toute une vie, selon le porte-parole du Service vaudois de la population (SPOP), car «cela équivaut à une autorisation de séjour. (...) Et le fait de ne pas obtenir de permis B n'implique en rien un renvoi rapide de Suisse.»

On se demande bien à quoi sert le système des permis dans ces conditions.

On se demande aussi si l'étalage de ce genre de scandale dans la presse ne contribue pas à entretenir une certaine mauvaise humeur chez les contribuables, en particulier ceux qui sont juste trop «riches» pour bénéficier eux aussi de l'aide sociale, mais peinent à nouer les deux bouts.

M.P.

¹ <http://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/Le-permis-B-refuse-a-des-parents-de-citoyens-suisse-22672990>.

Le Pamphlet

Case postale 998

1001 Lausanne

Courriel: courrier@pamphlet.ch

ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ISSN 1013-5057